



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille treize le 17 décembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 10 décembre 2013, sous la présidence de Monsieur DENIS BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme LE TORRIELLEC, Adjoint, Mme NEBOIT, M. CUARTERO, M. GRELLIER, Mme FLORENTIN, M. VERDIER, M. ELIAS, Mme BERTET, Mme DUBOURG, M. GEDON, M. LIMINIANA, M. LACOSTE, M. GARAUDY, Conseillers Municipaux.

Etaient excusées et représentées par pouvoir:

Mme DELMAS SAINT HILAIRE à Mme SARRAUTE, Mme CASTET à Mme MERCHADOU

Etait excusée:

Mme BERGEON

Etaient absents:

M. GRENIER, M. LAMARCHE, M. RENAUD

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. VERDIER est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 21

Conseillers votants : 23

Pour : 23

Contre : 0

Abstention : 0

**4 – SYNDICAT DÉPARTEMENTAL D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE DE LA GIRONDE –
ACTE CONSTITUTIF GROUPEMENT DE COMMANDE ACHAT ÉNERGIES**

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Par délibération du 14 mai 2013, le conseil municipal a approuvé les nouveaux statuts du Syndicat Départemental d'Énergie Électrique de la Gironde (SDEEG), incluant notamment l'achat d'énergie pour les collectivités du gaz ou de l'électricité.

Au regard :

Des directives européennes n° 2009/72/CE du 13 juillet 2009 concernant les règles communes pour le marché intérieur d'électricité et n° 2009/73/CE du 13 juillet 2009 concernant les règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel,

Du Code de l'énergie, du Code général des collectivités territoriales et du codes des marchés publics, notamment son article 8,

Considérant :

Que la ville de Blaye a des besoins en matière d'achat d'énergie, de fourniture et de service en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique,

Que la mutualisation peut permettre d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence et incidemment d'obtenir des meilleurs prix,

Que les Syndicats Départementaux d'Énergies (SDE24, SYDEC, SDEEG, SDEE47 et SDEPA) s'unissent pour constituer un groupement de commande, avec des personnes morales de droit public et de droit privé, pour l'achat d'énergies, de fournitures et de services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique,

Que le groupement est constitué pour une durée illimitée,

Que pour satisfaire ces besoins sur des bases de prix compétitifs, il sera passé des marchés ou des accords-cadres,

Que le SDEEG sera le coordonnateur du groupement et qu'il représente un intérêt pour la ville de Blaye au regard de ses besoins propres,

Il est donc proposé au conseil municipal :

- D'adhérer au groupement de commande pour « l'achat d'énergies, de fournitures et de services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique » pour une durée illimitée,
- D'autoriser M. le Maire à signer l'acte constitutif du groupement joint en annexe et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération,
- De mandater les Syndicats Départementaux d'Energies, cité précédemment, pour solliciter, en tant que de besoin, auprès des gestionnaires de réseaux et des fournisseurs d'énergies, l'ensemble des informations relatives à différents points de livraison,
- D'approuver la participation financière au frais de fonctionnement du groupement conformément à l'article 7 de l'acte constitutif et d'imputer ces dépenses sur le budget de l'exercice correspondant,
- De s'engager à exécuter, avec la ou les entreprises retenue (s), les marchés, accords-cadres ou marchés subséquents dont la ville est partie prenante,
- De s'engager à régler les sommes dues au titre des marchés, accords-cadres et marchés subséquents dont la ville est partie prenante et à les inscrire préalablement au budget de la commune.

La commission n°6 (Equipelement - Patrimoine - Voirie - Assainissement - Cadre/qualité De Vie - Le Handicap) s'est réunie le 4 décembre 2013 et a émis un avis favorable .

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits:

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 23/12/13
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20131217-6551-AU-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur FRANCIS RIMARK

